

# Inquiétudes sur le rôle conféré aux religions par Nicolas Sarkozy

LE MONDE | 17.01.08 | 12h37 • Mis à jour le 17.01.08 | 20h33

En présentant ses vœux aux autorités religieuses, jeudi 17 janvier, le président de la République, devait s'exprimer devant un auditoire en grande partie conquis. En quelques semaines, Nicolas Sarkozy s'est imposé comme le premier chef de l'Etat aussi soucieux de reconnaître aux religions une place dans la société et dans la "politique de civilisation". Cette conviction n'est pas nouvelle mais, dans le cadre de ses fonctions, M. Sarkozy ne l'avait encore jamais aussi fortement exprimée que ces derniers jours, à Rome et à Riyad, en Arabie Saoudite, déclenchant en France une polémique sur la laïcité.

Dans un discours critique envers la laïcité à la française, M. Sarkozy s'est d'abord adressé aux catholiques, lors de la prise de possession de son titre de chanoine de la basilique Saint-Jean-de-Latran, à Rome, le 20 décembre. *"La France a besoin de catholiques"*, a-t-il affirmé, après avoir insisté sur les racines *"essentiellement chrétiennes de la France"* et fustigé une laïcité qui aurait tenté *"de couper la France de ses racines chrétiennes"*.

*"Avec de telles déclarations, M. Sarkozy a transgressé une frontière, analyse le sociologue de la laïcité, Jean Baubérot. Mais d'une certaine manière, ces propos constituent un boomerang par rapport aux excès de républicanisme de ces dernières années. M. Sarkozy a compris que, au-delà de petits cercles à qui il peut donner des gages, l'anticléricalisme n'était plus si virulent. Il estime que son discours sur les valeurs spirituelles ne va pas foncièrement déplaire à ceux qui se disent indifférents aux religions et qu'il ne peut que plaire aux croyants, y compris de gauche."*

Lors de son voyage en Arabie Saoudite, le 14 janvier, le chef de l'Etat a franchi un pas supplémentaire. Au risque d'un relativisme qui aura pu choquer certains croyants, il a élargi son propos à toutes les religions du Livre, et notamment à l'islam, adoptant cette fois une tonalité théologique inédite. *"En affirmant que "Dieu est dans le coeur de chaque homme", il y va fort, estime M. Baubérot. Il prend là une option philosophique et personnelle, qui ne relève pas du rôle de président de la République."*

Soucieux de s'adresser aussi à une partie de son auditoire français choqué par le discours de Latran, qui faisait la part belle aux catholiques, M. Sarkozy a souligné devant le Conseil consultatif du royaume wahhabite l'égle importance qu'il accorde aux croyants des différents cultes, aux francs-maçons et aux athées.

Cette précaution n'a pas suffi à calmer les critiques. Mercredi, le député (PS) Jean-Marie Le Guen a jugé *"dangereux"* les propos de M. Sarkozy, *"qui renforcent la légitimité de ceux qui prêchent en faveur de la foi la plus radicale"*. Le premier secrétaire du PS, François Hollande, a aussi estimé, mercredi, que le président avait opéré *"un double tournant"* sur la question religieuse : *" Il en fait un élément de sa politique extérieure et (en France) il confère à la religion un rôle presque supérieur à celui donné aux éducateurs de la République."* Après Latran, François Bayrou, président du MoDem, avait dénoncé un discours favorisant le retour de la religion *"opium du peuple"*.

Quant aux francs-maçons, *"émus"* par le discours de Latran, ils jugent celui de Riyad *"très inquiétant"*, tout en prenant acte du fait que le chef de l'Etat *"(leur) concède le respect"*. *"M. Sarkozy met au coeur de la société une dimension religieuse qui n'est pas partagée par tous. Ces interventions risquent de*

*radicaliser les positions et de relancer une forme d'anticléricisme", estime Jean-Michel Quillardet, le grand maître du Grand Orient de France. Un résultat qui serait l'inverse du concept de "laïcité positive" souhaité par le président de la République.*

## **Stéphanie Le Bars**

---

### **M. Sarkozy réaffirme son attachement "au principe de la laïcité"**

Nicolas Sarkozy a réaffirmé, jeudi soir, en présentant ses vœux aux autorités religieuses, son attachement "*au principe de la laïcité*" en tant que "*respect de toutes les croyances et non un combat contre les religions*", a rapporté le porte-parole de l'Élysée.

*"Si les circonstances historiques de la séparation de l'Église et de l'État furent douloureuses parce qu'il s'agissait de rompre des liens multiséculaires, nul ne doit plus avoir de raison aujourd'hui de se sentir blessé par la laïcité", a ajouté David Martinon dans une déclaration lue à la presse. "La reconnaissance du sentiment religieux comme une expression de la liberté de conscience et la reconnaissance du fait religieux comme un fait de civilisation font partie, au même titre que la reconnaissance de l'héritage des Lumières, de notre pacte républicain et de notre identité", a-t-il poursuivi. – (avec AFP)*

Article paru dans l'édition du 18.01.08